

“Voir ce que les ministres ont dans le ventre”

■ **Début des auditions du gouvernement.** Jean-Marc Nollet y défendra “l’alternative” Ecolo.

Entretien **Antoine Clevers**

Le groupe Ecolo/Groen à la Chambre a affûté ses armes lundi lors d’une dernière réunion. Dans le cadre de la réforme de l’Etat, les Verts avaient obtenu la mise en place d’auditions des ministres fédéraux nouvellement installés. Elles commencent ce mercredi avec Hervé Jamar (Budget) et Bart Tommelein (Fraude sociale). Pour Jean-Marc Nollet, le chef du groupe Ecolo/Groen, il s’agit là “d’un moment démocratique important”.

Qu’attendez-vous de ces auditions ?

Trois choses. **Un :** des éclaircissements. **Deux :** comprendre le projet de société sous-jacent à l’austérité que le gouvernement met en place. Et **trois :** voir ce que les ministres ont dans les tripes...

Reprenons. D’abord les éclaircissements ?

Dans l’accord de gouvernement, on parle plus de 200 fois d’évaluation, d’examen... On veut des précisions. Ensuite, on a pu voir des divergences entre ministres : sur l’augmentation des frais forfaitaires, sur la sortie du nucléaire, sur les économies à la SNCB, sur l’avenir des établissements scientifiques fédéraux, etc. Enfin, on veut connaître la réponse que donnera le gouvernement à la manifestation de jeudi, la plus importante depuis les années 80.

Quelle réaction devrait-il y donner ?

Il faut rouvrir le débat sur l’accord de gouvernement. Ce serait criminel de ne pas le faire. Bon, Bart De Wever, Olivier Chastel, Didier Reynders ont déjà donné une fin de non-recevoir... Mais le pire, c’est Alexander De Croo. Il est dans la provocation. Sur l’âge de la pension à 67 ans, il a dit samedi dans “La Libre” que les partenaires sociaux n’avaient qu’à se présenter aux élections s’ils veulent changer les choses. Mais quelle arnaque ! La pension à 67 ans, aucun des partis ne l’avait dans son programme.

Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR au Parlement wallon, s’étonne que les syndicats ne manifestent pas contre le gouvernement wallon PS/CDH. Vous le comprenez ?

Jeholet se plante. Il aurait dû être dans la manifestation jeudi. Les gens sont également préoccupés par les mesures du gouvernement wallon. Notamment à propos des réductions sur les subventions, sur les subsides APE ou sur les TEC. Ce sont aussi des mesures d’austérité.

L’austérité, c’est le deuxième point que vous voulez creuser lors des auditions. Selon une étude d’Ecolo (“La Libre” de lundi), les gouvernements Di Rupo et Michel utilisent les

mêmes recettes.

Il faut distinguer le volet socio-économique du volet socioculturel. Sur le socio-économique, il y a clairement une filiation entre eux. D’ailleurs le PS le revendique quand il dit que 70% des nouvelles mesures du gouvernement Michel ont été décidées sous Di Rupo... Di Rupo a ouvert les portes. Michel s’y engouffre.

Et sur le socioculturel ?

Là, ce sont des ruptures... Exemples : le retour des familles dans les centres fermés, l’anonymat pour les délateurs, la simplification de la réglementation pour l’utilisation des caméras de surveillance, l’établissement d’un conseil national de la sécurité, le service minimum, la tolérance zéro, etc. On introduit une dimension anxiogène la société. Le gouvernement développe un nouveau modèle de société qui est au croisement entre la filiation socio-économique ultralibérale et la rupture socioculturelle conservatrice. Et ce modèle, ce n’est pas celui des écologistes.

Denis Ducarme, chef de groupe MR à la Chambre, assume “cette rupture”. Et il a une majorité pour pouvoir le faire...

Je ne le remets pas en question. Je dis juste qu’il y a là un modèle de société qui n’est pas le nôtre. Quelque chose me heurte dans les propos de Ducarme, dans ceux du patron du Voka (la coupole patronale flamande) ou de De Croo. Ils tentent d’insinuer qu’il n’y a pas d’alternatives. Je me porte radicalement en faux par rapport à cette conception des choses. Ils sont dans la lignée de Margaret Thatcher dans les années 80 : “There is no alternative” – “Il n’y a pas d’alternative”. C’est faux !

Quel est votre modèle ?

La question de la qualité de vie dans leur projet de société est complètement niée. Chez nous, elle est centrale : être en bonne santé et pas seulement productif ; être fier de notre modèle de protection sociale et ne pas le voir comme un frein économique... En plus, notre modèle intègre une dimension environnementale qui n’apparaît pas dans le leur. C’est pour cela que je dis que leur modèle fait partie du siècle précédent. Comme si les enjeux environnementaux n’existaient pas ! Je refuse d’entrer dans cette logique. L’austérité est un choix. Et ce n’est pas le nôtre.

Les gouvernements Di Rupo et Michel ont desserré l’étai budgétaire, non ? Le retour à l’équilibre était prévu à l’origine en 2015, puis 2016, et maintenant 2018...

C’est très paradoxal. Je l’ai vécu en tant que ministre au Comité de concertation entre régions et fédéral. En 2012-2013, j’étais le seul à dire que le retour à l’équilibre en 2015 était impossible et qu’il fallait au moins le reporter jusqu’en 2018. A l’époque, PS, CDH, N-VA, CD&V... Tous se

sont insurgés !

Mais aujourd’hui, on y est...

Le problème, c’est qu’ils maintiennent le même logiciel, celui de l’austérité. C’est ça qui est fondamentalement problématique. Les prix Nobel d’économie Krug-

man et Stiglitz, des économistes orthodoxes comme Paul De Grauwe ou Bruno Colmant, ils considèrent tous qu’en période de déflation, faire le choix de l’austérité est une erreur fondamentale parce que cela sape la capacité du redéploiement économique. Quand je parle de l’alternative, elle est faite “des” équilibres : économique, social et environnemental.

Comment la concrétiser ?

Il faut mettre le turbo, via des investissements publics, en début de législature, en 2015-2016, pour essayer de relancer l’économie ensuite. L’Etat doit investir quand les entreprises ne le font plus. Mais investir de manière intelligente.

Des exemples ?

Dans l’infrastructure ferroviaire (la FEB elle-même dit que la congestion automobile coûte 8 milliards d’euros par an...); dans le développement d’un autre modèle énergétique qui est le renouvelable ; et enfin dans les travaux économiseurs d’énergie chez les particuliers. Ce sont des investissements créateurs d’emplois chez nous. Mais on n’a rien là-dessus dans l’accord de gouvernement. Rien !

Enfin, le troisième point que vous attendez des auditions : savoir ce que les ministres valent... ?

Ils devront montrer ce qu’ils ont dans le ventre, montrer leur philosophie

politique. Jamar ouvre le bal sur le Budget. Ce sera intéressant de connaître ses orientations. Tout comme, entre autres, celles de Theo Francken sur l’immigration, Jacqueline Galant sur la SNCB, Marie-Christine Marghem sur la Nucléaire, Koen Geens sur la Justice. Pas mal de ministres sont attendus au tournant.

“Ils doivent rouvrir le débat sur l’accord de gouvernement. Ce serait criminel de ne pas le faire.”

“Le problème, c’est qu’ils maintiennent le même logiciel, celui l’austérité. C’est ça qui est fondamentalement problématique.”

“Non, je ne suis pas candidat à la présidence d’Ecolo”

Ecolo a entamé un processus de renouveau après la défaite électorale. Vous restez discret sur la question. C’est volontaire ?

Oui. Les discussions sur Ecolo, sur son projet, sur la manière de l’incarner doivent avoir lieu à l’intérieur du parti. Il y a un processus “Régénération” qui est en cours. J’y crois et j’y contribue.

En tant qu’ex-numéro 2 du gouvernement wallon, vous avez été critiqué dans le rapport interne d’Ecolo sur les causes de la défaite. C’est justifié ?

Quand on a occupé, comme moi, un poste à responsabilités, ça me paraît logique. Il y a maintenant un travail de choix, de positionnement à faire, qui n’est pas forcément facile, mais qui est vital parce que je crois en cet outil qu’est Ecolo pour faire avancer un autre projet de société.

A quoi faut-il s’attendre ? Un réajustement idéologique, une affirmation plus claire de l’identité d’Ecolo ?

Je ne vais pas dévoiler cela maintenant.

La coprésidence Hoyos/Deleuze est démissionnaire, mais Olivier Deleuze a déjà annoncé qu’il ne se représenterait pas.

A-t-il eu raison, selon vous ?

Pour ce genre de boulot, avec une telle exposition, il faut s’y consacrer à 300%. Il a estimé ne plus être en mesure de la faire et il a bien fait de ne pas tergiverser, de ne pas laisser traîner les choses.

Emily Hoyos devrait aussi se retirer ?

D’abord les conclusions du travail. Ensuite les personnes pour l’incarner.

Êtes-vous candidat à la présidence ?

Non. J’ai fait le choix de m’investir dans mon boulot de chef de file de l’opposition fédérale, ce n’est pas pour changer de point de vue trois mois plus tard. Et je ne pense pas que c’est à la présidence que je suis le plus utile à mon parti.

Quel est votre duo favori ?

Chaque chose en son temps... (Rires).